

assurer une veille politique,
créer des synergies
pour plus de plaidoyer,
favoriser les échanges, débattre,
capitaliser les pratiques, conseiller,
renforcer les capacités,
développer des outils...
vers un autre développement ?

Réseau : le GENRE est-il en ACTION ?



Isabelle Massu

L'édito
de la coordinatrice

Consomm'ation contre inégalités

Le Réseau Genre en Action ?

Spontanément, c'est le site Web qui vient en tête. Sa vitrine et son lien principal avec vous toutes et tous. Lieu de croisement des expériences, opinions, interrogations, cette publication reflète la grande diversité de ses membres.

En le faisant vivre tous les jours, je me réjouis toujours de vos mails et des propositions de textes. Mais à vous lire, je suis parfois freinée dans mes ardeurs à vouloir donner une voix à tou-tes. Pourquoi la victimisation des femmes l'emporte-t-elle trop souvent sur la valorisation des actrices ? Pourquoi la « complémentarité » entre femmes et hommes est-elle encore tant évoquée, défendue ? Je crains que les inégalités s'en trouvent davantage entérinées que combattues. Parfois, le refus de publier s'impose. Dois-je tolérer des textes évoquant l'homosexualité comme une pathologie au sein d'un réseau qui est censé

partager l'idéal d'un égal accès aux droits pour tout-es ? D'autres thèmes prêtent d'emblée à controverse, et j'en fais très volontiers écho. La prostitution en est un bon exemple. Sur ce site, se côtoient des propos abolitionnistes comme des revendications des travailleuses du sexe. De quoi nourrir les débats et les réflexions, ici et ailleurs.

En réalité, la question qui se pose est celle du rôle du réseau. Doit-il respecter tous les points de vue des membres ou défendre la « vraie » vision



Géraldine Ader

du genre ? D'ailleurs en existe-t-il une seule ? Doit-il faire de la pédagogie, interpellier, censurer, sur la base d'une vision du genre qui serait hautement politique, voire subversive ? Comment concilier mes insatiables sollicitations avec mes scrupules à publier des avis que je ne partage pas ? Vos contributions sont peu nombreuses. La majorité des internautes picorent les articles en ligne, se servent à leur guise comme dans un libre-service, sans penser à alimenter aussi cette source pré-

cieuse. Mais est-ce une raison de s'inquiéter ? L'heure n'est plus à démontrer que ce site est largement visité et utilisé, les statistiques de fréquentation toujours en hausse. Imaginons un échange toujours plus vif sur les forums, des envois d'articles soutenus ou encore des pistes de contenus, une réactivité accrue aux sollicitations que je lance, des appels à initiatives, des propositions de partenariat, le tout émanant directement des membres...

La réalité est autre, mais je n'oublie pas les deux mille visiteur-es régulier-es que vous êtes, tou-tes très actif-ves sur le genre, d'une manière ou d'une autre, partout où vous êtes, aux quatre coins du monde. Et j'aime à imaginer que c'est peut-être grâce au réseau et à la « consomm'ation » que vous en faites. ✂

D a n s c e b u l l e t i n

RESEAU DU MONDE

Les échos de
Justine Diffo,
Cameroun
6 ans d'existence,
une force
francophone

RETOUR SUR

Les échos de
Mina Rakotoarindrasata,
Madagascar
plein phare sur
des actions en étoile
des chiffres qui parlent

BILAN

Les échos de
Jivka Marinova
Bulgarie
une dynamique en
Afrique de l'Est -
Afrique de l'Ouest...

ACTIONS

On en parle
... Océan indien -
Europe
Les échos de
Claudy Vouhé - France
plus et mieux

FEEDBACK

Les échos de
Paola Brambilla
Royaume-Uni
contre la
domination
anglophone
le pouvoir de la langue

DEMAIN - ÇA CHANGE

Elisabteh Hofmann
transformation
- re-naissance
une gouvernance
inclusive - ouverte
des projets Suds

Le genre en milieu francophone est-il politique ?

RETOUR SUR...

Joëlle Palmieri

Vent du SUD (Cameroun) Justine Diffo



La perspective genre est susceptible d'influencer le changement au niveau national.

Aucune politique de développement viable et soutenable ne peut se concevoir en dehors du genre comme instrument de mesure des disparités et indicateur de l'impact des politiques et programmes sur les populations. Le genre permet d'analyser les sexospécificités en amont, et de mesurer en aval des transformations vécues par les segments de la société. Ensuite, l'égalité des genres implique que des conditions égales pour toutes soient assurées afin de permettre la réalisation de leurs pleins droits et leur contribution à l'évolution politique, économique, sociale et culturelle de leur société, tout en profitant des résultats. Il s'agit donc à l'évidence d'une question politique qui demande des réponses au niveau politique et par le moyen des politiques. Aussi la plupart des analyses sur la question s'accordent à dire qu'il est un

indicateur de mesure des avancées démocratiques dans l'espace francophone. Le premier pas à franchir est sans doute l'institutionnalisation du genre et sa prise en compte systématique dans toutes les politiques, programmes et projets de développement. Une décision essentiellement politique dont la pertinence est entièrement tributaire de la perception que les politiques ont du genre et de l'élaboration d'une politique de développement sensible au genre. Par exemple, un pays ne peut pas prétendre être sensible au genre si son budget ne prend pas en compte cette dimension dans l'affectation et le financement du développement. Et dans la mesure où la définition d'une politique de genre précède les stratégies de développement, le genre en milieu francophone est encore essentiellement politique. Toutes ces séquences constituent autant de verrous politiques que les mouvements de femmes doivent mettre en exergue par des mécanismes de sensibilisation et de plaidoyer pour le changement aux niveaux politique et institutionnel.

Pôle d'expertise francophone sur le genre, carrefour du plaidoyer pour son intégration dans les programmes de développement, le réseau Genre en Action aura permis, selon Robert Toubon, responsable des publications et Affaires publiques de l'ONG française Equilibre et Population, de « faire bouger une situation que beaucoup pensaient immuable, [...] pour le plus grand bien, non seulement des femmes (et des hommes) [...], mais encore de l'efficacité des actions de lutte contre la pauvreté dans le monde ».

Aussi, Jacqueline Musugani, Secrétaire exécutive de Initiatives des Femmes en situations difficiles pour le développement intégré (IFESIDI) au Bukavu-Sud-est de la République Démocratique du Congo, considère que le réseau représente « un outil politique » parce qu'il traite des questions « politique et genre et bonne gouvernance », mais aussi parce qu'il engage les organisations à genre leurs politiques de gestion. Annie Matundu-Mbambi, représentante de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté dans le même pays, va plus loin : « le réseau aide à renforcer une dynamique de lutte sur le genre [...] qui a touché les institutions ». Justine Diffo, enseignante-chercheuse à l'Université de Yaoundé, coordinatrice du Réseau de soutien à la participation politique des femmes au Cameroun, renchérit et affirme que le réseau est un « outil politique de plaidoyer et un moyen de pression parce qu'effectivement, il permet aux mouvements féminins de faire entendre leurs revendications [...] à grande échelle », mais aussi un « outil des politiques » grâce à la visibilité qu'il offre aux « organisations et mouvements féminins au-delà de leurs frontières nationales ».

En France, un pas de géant

Côté français, Yveline Nicolas, de l'association française Adéquations, part du constat que « les compétences et le matériau existant au Sud en genre et développement sont bien plus importants qu'en France, en matière d'expertise, de



Je trouve que le réseau constitue un appui inestimable pour atteindre l'objectif d'égalité hommes-femmes. (Madagascar) Jeannine

Justine Diffo

Enseignante-chercheuse à l'Université de Yaoundé, coordinatrice du Réseau de soutien à la participation politique des femmes au Cameroun

genre en ACTION

BULLETIN N°9

ONT COLLABORÉ À CETTE EDITION

BULGARIE : J. Marinova
BURKINA FASO : E. Henry
CAMEROUN : J. Diffo
FRANCE : T. Ardouin, M. Cahen, H. Guetat, E. Hofmann, J. Mesplier-Pinet, Y. Nicolas, C. Pajot, J. Palmieri, M.-L. Semblat, R. Toubon, C. Viguié, C. Vouhé
MADAGASCAR : J. Ramarokoto Raelimriadana, M. Harivola Rakotoarindrasata
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : J. Musugani, A. Matundu-Mbambi
ROYAUME-UNI : P. Brambilla (Bridge)
SENEGAL : A. Diop
GRAPHISME : F. Bruno
IMPRIMEUR : Iforma, Bordeaux, France
EDITÉ PAR : le Réseau Genre en Action – coordination@genreinaction.net
Remerciements au ministère français des Affaires étrangères pour leur soutien financier.



2009 ou l'odyssée du genre

Genre en Action déploie depuis six ans un arsenal d'outils, alliant recherche et formation, plaidoyer politique et communication, qui ne laissent pas ses membres en reste. Même si les échos du Sud diffèrent de ceux de France, par leur engagement transnational, versus approche institutionnelle, il s'impose comme une plateforme politique, avec une autre vision du genre et du développement.

création d'outils méthodologiques, de manuels de formation, d'actes de séminaires, etc. ». Clémence Pajot, chargée de mission à Coordination Sud (organisation parapluie française des organisations humanitaires et de solidarité internationale (OSI)) corrobore cette analyse ainsi que Marie-Lise Semblat, présidente d'Aster International, qui ajoute que la France a fait « en deux ou trois ans » et, grâce au réseau, des « pas de géants » en [se] rattrapant par la création au ministère des Affaires étrangères (MAE) d'une plateforme genre, la rédaction d'un document d'orientation stratégique, la formation des OSI, et la politique

2 145
abonné-es
au bulletin
électronique
mensuel

En pariant sur les technologies de l'information, les idées et expériences circulent, nos compétences se renforcent, des synergies se créent.

du MAE [concernant} les priorités genre du Fonds social de développement dans 30 pays et le Fonds de solidarité prioritaire ».

Croiser les acteur-trices

Clémence Pajot ajoute qu'il a « renforcé les compétences de [leurs] membres et plus largement des ONGs françaises » et permis d'agir avec plus d'efficacité en direction des pouvoirs publics français. Yveline Nicolas insiste : « le réseau a été un pionnier de la "résurrection" et de la confortation en France dans les années 2000, de cette problématique, que plusieurs associations "de femmes" et des militant-es féministes s'étaient épuisées à essayer d'ancrer au niveau de la coopération française et des ONG dans les années 90 après la Conférence de Pékin ».

Bien conscient de sa force, le réseau accompagne son action de plaidoyer d'une approche en étoiles Nord-Sud. Jeannine

Suite page 4

Pour pérenniser, informons la relève !

Opinion JEUNE

Madagascar) Mina Rakotoarindrasata

En six ans, le réseau Genre en Action s'est érigé comme un des principaux tremplins de l'égalité femme/homme dans l'espace francophone. Pour assurer la pérennité et un meilleur impact de ses actions, le réseau doit cibler la jeune génération et la sensibiliser aux questions de genre. Message d'ailleurs véhiculé lors du dernier Forum d'Awid à Cape Town,

en Afrique du Sud, en novembre 2008, où l'accent a été mis sur l'importance de l'inclusion des jeunes dans les mouvements de femmes. Le réseau a raison de se positionner à la fois comme moyen de communication mais aussi d'information pour tous les acteur-trices de la promotion des droits de la femme. Je voudrais en particulier m'appesantir sur les bulletins émis par le réseau et l'unité Genre de l'Organisation



Les bulletins émis par le réseau Genre en Action nous tiennent informées de toutes nouvelles venant des quatre coins du monde.

internationale de la Francophonie qui nous tiennent informé-es des grandes nouvelles internationales. Ces publications permettent d'acquérir des documents inestimables, nécessaires à tout intervenant-e œuvrant dans ce domaine, et en particulier à Madagascar. Je m'en sers sans modération. Un véritable trésor, que je ne néglige pas de diffuser dans mon mouvement. ✂

07/01 – Côte d'Ivoire

Une conception collective

En 2001, le ministère français des Affaires étrangères (MAE) mène un diagnostic préliminaire de la prise en compte du genre dans ses opérations. Les résultats confirment l'absence de compétences et de stratégie. L'idée du réseau Genre en Action est proposée en juillet 2001 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, lors du colloque « genre et population », organisé conjointement par l'Institut national des études démographiques (INED) et le MAE.

01/03 – France

Naissance du réseau

Une coordinatrice, Claudy Vouhé, est recrutée en avril 2002 pour mobiliser des partenaires et dresser les grandes lignes et objectifs du réseau qui est officiellement lancé le 29 janvier 2003. Les bulletins électroniques mensuels et le site Web genreenaction.net sont créés dans la foulée.

09/03 – France

Former sur le genre

Le réseau concrétise son banc d'essai dès septembre 2003 en formant au genre pendant deux jours des organisations françaises de solidarité internationale (OSI), puis, pendant une journée en 2004, du personnel du MAE.

11/03 – France

Porter des thèmes-clés

Le réseau lance deux chantiers de réflexion, considérés comme incontournables. Le premier porte sur « le genre et la coopération décentralisée ». Il est initié par une rencontre à Bordeaux, France, le 3 novembre 2003 et le deuxième porte sur les indicateurs de genre, qui est introduit par le bulletin de janvier 2004 et se poursuit par la création d'un groupe de travail. Parallèlement, le réseau relance un chantier de recensement des universités qui enseignent le genre dans l'espace francophone.

11/04 – France

Un parti pris d'échanges

Le réseau organise un premier colloque international à Bordeaux, en novembre 2004, sur l'intégration du genre dans la recherche. Le deuxième, en février 2006, sur les formations en genre et développement, est co-organisé par la Chaire Unesco de Bordeaux, en collaboration avec Le Monde selon les femmes de Bruxelles en Belgique et l'Institut universitaire d'Etudes du développement (IUED) de Genève en Suisse. Les actes sont disponibles et certaines des recommandations de ces colloques ont porté leurs fruits.

) plein phare

11/04 - France

Un « pôle Sud-Ouest »

Après son premier colloque en novembre 2004, le réseau donne naissance à un groupe local français à Bordeaux, baptisé, le « pôle Sud-Ouest ». Echanges entre participant-es, universitaires, militant-es, animent ce groupe qui organise localement quelques manifestations par an, partage les travaux des différents membres et lance un appel à contribution pour un ouvrage collectif (en cours).

02/05 – France

Passage de relais

Une deuxième coordinatrice, Elisabeth Hofmann, prend le relais, toujours avec le soutien du Centre d'Etudes d'Afrique noire (CEAN) de l'Institut d'Etudes politiques de Bordeaux, qui héberge le secrétariat technique du réseau depuis le début et lui fournit un soutien logistique. Elle rencontre l'accompagnement ponctuel de doctorantes du CEAN pour la gestion du site Web.

03/05 – France

Interpellations

Lors de la Journée bilan Pékin +10 organisée par la Banque mondiale et Equilibre et population à Paris en mars 2005, le réseau interpelle les actrices françaises. Des interventions lors de la table ronde sur la scolarisation des filles organisée par la plateforme Education pour tous en mai 2005 à l'IEP Paris, et de la Journée population, santé et développement en avril 2006 vont dans le même sens : où est le genre ?

04/06 – France

Pilotons !

Le 12 avril 2006, un comité de pilotage, composé de représentant-es d'institutions publiques françaises, de bailleurs et d'ONGs, d'expert-es, de chercheur-es, de formateur-trices et d'associations du Nord est créé dont la mission est de réfléchir à l'identité du réseau et à la diversification de ses ressources.

05/06 – Madagascar

Observer le genre

Le 12 mai 2006, le « réseau genre », une plate-forme d'échanges sur l'intégration du genre à Madagascar, organise à l'Astauria Antanimena une table ronde pour débattre l'idée d'un observatoire genre malgache. Des représentant-es d'associations d'élues, des points focaux genre des ministères, des Nations Unies, des médias, diverses organisations féminines, la coordinatrice du réseau Genre en Action, soit 52 personnes, dont 10 hommes, échangent leurs vues sur les moyens de mettre en œuvre des programmes de développement genrés.

retour sur) opinion) feedback) perspectives) vents

() Ramarokoto Raelimiadana, formatrice en genre à Madagascar, considère que le réseau « a créé un cadre permettant de conjuguer les efforts accomplis à différents niveaux (national, organisationnel, ménage et individu), dans différents milieux (urbain, rural, pays développés, en développement, d'Afrique, d'Asie, d'Europe, du Nord, du Sud) ». Selon Jacqueline Musugani, « il regroupe à la fois les acteur-trices du Nord et du Sud sans distinction de race, âge, fonction, niveau... ». Cette relation avec le terrain et ses acteur-trices fait du réseau une plateforme qui demande, selon Claude Viguié, militante féministe française, à se densifier « tant pour la diffusion de ses réflexions que pour l'enrichissement de son expertise ». Le réseau représente de fait un espace de partages et d'échanges. Comme en témoigne Elise Henry, chargée d'études au Burkina Faso, il établit des ponts entre les acteur-trices : « je partage avec les personnes que je forme les opportunités d'information et de formation personnelle que le réseau offre ».

1 200
abonné-es
aux bulletins
papiers dont
deux-tiers
hors de
France

Des changements par ricochet

Tiphaine Ardouin du Réseau aquitain pour le Développement et la solidarité internationale (RADSI) se félicite que le réseau se soit appuyé sur son organisation pour sensibiliser localement au genre. Le réseau transforme, fait bouger. Le pôle Sud-Ouest réunit régulièrement au Centre d'Etudes d'Afrique Noire (CEAN) à Bordeaux en France, des universitaires, doctorant-es et militant-es d'ONG. Ce qui a, selon Michel Cahen, directeur-adjoint du centre, « augmenté [son] rayonnement [...] bien au-delà des seules perspectives "genre", ce qui est très important dans la situation actuelle de redéfinition de notre aire empirique de recherche ». Yveline Nicolas confirme que « avec d'autres initiatives liées [...], le réseau a permis de mobiliser des énergies et des compétences, de leur donner un point d'ancrage et une audience ». Constat que ne partage pas Annie Matundu-Mbambi qui témoigne que « malheureusement, Genre en Action n'a pas permis des regroupements nationaux. Les membres congolais du réseau sont affiliés d'une façon individuelle et ne se connaissent pas. [...] Il n'y a pas de synergie entre les membres ». Les rencontres internationales semblent néanmoins en partie combler cette faille.

Lieu de débat, Genre en Action permet à ses membres, à des formateur-trices, des universitaires, des militant-es des droits des femmes et/ou féministes, des agents de développement, de faire le lien entre global et local. Claude Viguié explique ainsi que le réseau lui a permis de « trouver à proximité de [ses] lieux d'engagements, une réflexion et une ouverture accrue sur les actions de genre ». De son côté, Jeannine Ramarokoto affirme que « la contribution de Elisabeth Hofmann, [au moment du] processus

de réflexion sur le protocole genre de la SADC, en mai 2008 (voir Plein phare), a permis de débattre sur [...] la prise en compte du genre à Madagascar, comparativement à d'autres pays », ce qui amène aujourd'hui le réseau local à intervenir lors d'événements internationaux et à compter « parmi les organisateurs du colloque "genre et gouvernance" prévu cette année ». En outre, en s'associant activement à la création d'un observatoire genre à Madagascar en mai 2006, Genre en Action a permis la naissance du Centre d'observation et de promotion du genre, appelé SiMIRALENTA.

Une dynamique transdisciplinaire

Espace de recherche, de confrontation transdisciplinaire, de formation pour tout-es, le réseau est également reconnu pour son ouverture singulière. Claude Viguié insiste sur cette originalité qui permet « aux représentantes d'actions citoyennes de genre [de croiser] le cadre universitaire de la recherche. Cette mixité de base en fait un outil politique essentiel ». Josette Mesplier-Pinet, membre active du Pôle Sud-Ouest en France, précise que le réseau « est pluri-, voire inter-disciplinaire. Son ouverture vers des chercheur-es de tous pays et/ou des personnes dans l'action lui donne un caractère unique et dynamique [qui rompt avec] une dichotomie trop souvent présente entre la recherche et l'action ».

Le réseau accompagne son action de plaidoyer d'une approche en étoiles Nord-Sud.

D'ailleurs, Michel Cahen confirme que « très peu de travaux de recherche avaient concerné le genre dans toutes les recherches effectuées au CEAN depuis sa création en... 1958 (moins de cinq au total) ! ». Aussi, précise-t-il que le réseau demeure un outil de pression « en faveur de la prise en compte du genre dans la recherche, dans la formation – interventions dans les masters "Coopération internationale et développement" et "Politique et développement en Afrique et dans les Pays du Sud" – et dans la documentation – achats davantage "genrés" d'ouvrages par notre bibliothèque de recherche ».

Des formations à forte plus-value

Jacqueline Musugani ajoute que les formations représentent un carrefour des « activistes des droits des femmes, acteurs-trices politiques, intervenant-es aux conférences internationales ». Jeannine Ramarokoto quant à elle précise que « le colloque de Bordeaux, en février 2006, a été une occasion d'échanges entre formateurs et formatrices genre venant du Nord comme du Sud ». Selon elle, le parti pris d'appliquer sur le terrain des outils théoriques de genre – comme

Le réseau est ressenti comme une opportunité, l'ouverture de possibles. France) Michel

Défier les enjeux de langue

Vent d'EST (Bulgarie) Jivka Marinova

Jivka Marinova
Gender Education, Research
and Technologies (GERT),
Bulgarie

Les débats qui traversent le mouvement féministe contemporain en Europe de l'Est est largement dominé par les concepts anglo-saxons, surtout nord-américains, si bien qu'ils sont souvent perçus par celles et ceux qui vivent loin du militantisme comme une problématique « importée ». Etant plus proches de l'esprit méridional, pour nous, Bulgares, la façon dont le genre est discuté en milieu francophone reflète mieux les enjeux et la réalité à laquelle nous nous heurtons. Aussi je trouve, au sein de Genre en Action, des échanges précieux et pertinents pour mon action. En contact avec le réseau depuis 2004, je lis régulièrement les bulletins et les informations me parvenant par courrier électronique, participe à des événements, écris pour genreaction.net, la dernière expérience en date étant le Forum d'Awid à Cape-Town, en Afrique du Sud, en novembre 2008. Toutes ces



40
nouveaux articles publiés par mois

990
visites par jour

opportunités uniques m'offrent donc la chance de concourir à ce si important débat sur le genre, sous une autre perspective. En effet, pouvoir suivre et comparer les concepts français et anglais reste très enrichissant, me donne une meilleure image de nos propres

problèmes et de bonnes idées sur les approches à mettre en œuvre pour trouver une solution viable. Quel atout !

Genre en action rassemble la majorité des ONGs francophones qui oeuvrent dans le but de réfléchir et agir pour la promotion du genre.

rité alimentaire des familles et formation agricole des femmes », témoigne que « le bulletin numéro 7 du réseau constitue un de nos bréviaires. Son format papier est beaucoup plus "partageable" dans le contexte ouest-africain du fait des délestages, du coût prohibitif de l'électricité et des outils informatiques ». Pour sa part, Elise Henry apprécie « la facilité d'accès à l'information, l'attrait et la qualité des questions abordées ».

Le site Web concentre des ressources thématiques, par pays, institutionnelles ou non, pratiques ou théoriques. Il permet ainsi, selon Jeannine Ramarokoto, « d'accéder aux outils d'analyse [qu'elle] utilise pendant les formations, après les avoir adaptés au contexte des participant-es ». En mettant à disposition des éléments bibliographiques sur des sujets aussi variés que

Suite page 6

10/05 – Thaïlande

Francophoniser

En participant au 10^e Forum d'Awid à Bangkok en Thaïlande, du 27 au 30 octobre 2005, les quelques Francophones présentes réalisent leur faible représentation. Le réseau décide alors de mobiliser pour plus de Francophones dans les mouvements féministes/femmes.

10/06 – France

L'Etat français s'engage

Depuis le lancement en octobre 2006 par le MAE de la plateforme « genre et développement », le réseau, animateur et appui-conseil, engage le ministère à élaborer une stratégie spécifique en vue de l'intégration du genre dans le développement. Un document d'orientation stratégique est rédigé, et est adopté par le Comité interministériel de la coopération internationale le 6 décembre 2007.

10/06 – France

Croiser les médias

Le réseau collabore avec la revue « Economie et humanisme » en octobre 2006 pour un dossier égalité femmes-hommes et en mars 2009 à la rédaction d'un dossier spécial sur le genre dans le magazine *Altermondes* du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID).

05/07 – Pays-Bas

Croiser les regards

Du 14 au 16 mai 2007 à Amsterdam, l'Institut royal des tropiques (KIT) invite le réseau à participer à un atelier international sur genre et formation. Le réseau rédige un chapitre consacré au thème dans l'espace francophone (sur la base des résultats du colloque de 2006) pour la publication intitulée « revisiting gender training » à la base de cet atelier.

10/07 – France

Repérer les expert-es

Le réseau crée une « banque de données d'expert-es genre » qui recense tant les offres d'expertises dans différents domaines et pays francophones, que les demandes, des institutions nationales, régionales et internationales et est utilisable en ligne sur genreaction.net. Par ailleurs il collabore avec Bridge afin de recenser 20 sites et 20 textes fondateurs en Français sur le genre.

02/08 – France

Réseauter la solidarité

Le réseau participe à une table ronde lors du colloque international à l'occasion des 25 ans d'Handicap International en février 2008 à Lyon en France, puis avec le réseau

la toile d'institutionnalisation du genre – « a contribué à renforcer les compétences collectives et à opérationnaliser ces outils ». Elle explique également que la démarche de capitalisation, intégrée dans le chantier formation de Genre en Action, légitime les approches locales, confirme leur pertinence mais aussi révèle « les erreurs et les difficultés rencontrées lors des actions ».

Ensuite, Hélène Guetat, géographe et socio-économiste, qui travaille essentiellement sur les questions « développement rural et agricole au sud et genre », sur des terrains africains et sud-américains, reconnaît que le réseau a servi de relais à « des étudiant-es, notamment africain-es, pour s'inscrire en thèse à Toulouse sur ce thème ».

Informier pour mobiliser

Le réseau a créé dès sa naissance de nombreux supports en Français parmi lesquels le site Web, genreaction.net, et les bulletins papiers (voir page 6). Ces outils restent extrêmement utilisés et transformés. A ce propos, Awa Fall Diop de l'Observatoire des relations de genre au Sénégal (ORGENS), aujourd'hui en train de rédiger une proposition de projet sur « genre, sécu-

) plein phare

d'organisations francophones de l'Afrique de l'Ouest (ROFAF), il co-anime à Nantes deux ateliers lors de l'Université d'été du CRID, regroupant plus de 56 OSI sur le thème « Quels partenariats pour quelles solidarités ? ».

05/08 – Madagascar

Plus de décision

Le réseau participe à une conférence sur les enjeux du protocole genre de la Southern African Development Community (SADC) en mai à Antanarivo, Madagascar. Ce protocole est signé en septembre 2008, ce qui assure aux femmes l'octroi d'au moins 50% des postes de prise de décision dans les postes publics d'ici 2015.

09/08 – France

Genrer la république

Le réseau organise un atelier sur « genre et République » dans le cadre du cinquantenaire du CEAN à Bordeaux, France, en septembre 2008.

09/08 – Belgique

Genrer l'aide publique

au développement

En mai 2008, le réseau participe à Bruxelles à une rencontre organisée par WIDE sur les défis des nouvelles modalités d'aide au développement afin de préparer la rencontre d'Accra, dédiée à la question. Pour pallier la faible participation des Francophones dans le processus, le réseau lance l'idée de monter un atelier sur ce sujet à Awid, avec WIDE et Bridge.

09/08 – Québec

Passer du dire au faire

Dans le cadre d'une conférence intitulée « Du dire au faire », organisée à Québec du 10 au 13 septembre 2008 par l'OIF, le réseau est invité à collaborer à de multiples égards dont la rédaction du document de recommandations aux Etats-membres qui se réuniront un peu plus tard lors du Sommet de la Francophonie.

11/08 – Afrique du Sud

Regard francophone : un défi

Dans le cadre du Forum de l'Association for Women in Development (AWID) portant sur « Le pouvoir des mouvements », à Cape Town en Afrique du Sud du 14 au 17 novembre 2008, le réseau et l'OIF, avec le soutien de la coopération suisse et de Awid, financent la participation d'une cinquantaine de Francophones et organisent trois activités. Une couverture média quotidienne en Français faisant écho de la diversité des points de vue sur les débats en cours est fortement appréciée par les organisatrices et fera des petits auprès d'organisations anglophones.

retour sur) feedback)

() la micro-finance, l'éducation, le foncier, la gouvernance, les indicateurs, les budgets genrés... il lui a également permis de mener plusieurs recherche-actions et de développer un plaidoyer local.

Ainsi, le site démultiplie les impacts, crée du lien, renforce des pôles aux niveaux local ou régional, décuple la demande d'expertise en genre. Comme en témoigne Jeannine Ramarokoto, « la publication/l'insertion de nos propres coordonnées sur le site [...] a multiplié les demandes d'interventions à des manifestations (séminaires, ateliers, ...), ou d'études sur le genre, [...] aux niveaux régional et international ».

Ensuite, en mettant à disposition une base de données des expert-es en genre, le réseau s'est attiré l'attention de bien des acteur-trices du développement. La militante malgache explique que cette ressource lui a permis de trouver des professionnel-les pour « réaliser des missions d'évaluation de projets, d'études, de formation avancée de formateurs ». A l'autre bout de la chaîne, « les appels à communications sont autant d'opportunités de mieux se faire connaître », souligne Elise Henry. Dans l'ensemble, Annie Matundu-Mbambi considère que la communication et l'information telles qu'elles sont développées dans le réseau représentent un « point fort », puisque que conçues comme un « processus stratégique de réflexion des membres ». Et Justine Dikko confirme : « L'utilisation des TIC permet finalement l'interconnexion des mouvements féminins engagés dans le genre ».

Quels obstacles surmonter ?

Beaucoup de membres se plaignent du fait que le réseau n'est pas implanté au Sud et manque de ressources financières. Marie-Lise Semblat mentionne le risque que « les liens privilégiés avec le MAE tendent à trop limiter l'intégration du genre aux OSI et au domaine de la coopération internationale ». Josette Mesplier-Pinet ajoute que le réseau demeure « informel » et « les emplois du temps de chacun-e [...] créent de fortes variations de participation peuvent laisser à penser qu'il s'affaiblit ». Yveline Nicolas met en avant la « difficulté de trouver un équilibre entre les ressources et l'appui qu'il offre [...] et ce qu'il reçoit des membres, et ce, sans que se posent des problèmes de concurrence ou de conflits d'intérêt ». Enfin, même si certains membres avouent leur consumérisme, ils expriment leur envie de s'investir davantage. « J'aimerais bien faire partie d'un groupe de travail », évoque Elise Henry.

A ce propos, Jeannine Ramarokoto avance quelques recommandations : « il faudrait élaborer une "charte" ou des "règles de conduite" pour être membre et bénéficier du service fourni, en envisageant un feedback systématique sur l'utilisation des informations, ou une obligation à publier des expériences ». Jacqueline Musugani quant à elle assure que l'avenir du réseau « ne peut résider que dans la mobilisation aux événements féministes, féminins pour la promotion du genre, aux diverses formations, et dans le renforcement de partenariats... ».

Dont acte ! 🐟

on en parle

Depuis sa création, le réseau a publié huit bulletins-papier selon une périodicité et une quantité variables, mais en hausse. Visant une autre approche, plus « palpable », plus « réelle », que le site Web, ces supports de communication privilégient les rencontres, des face-à-face riches de contact, sur des thèmes aussi importants que la pauvreté, la recherche, la construction identitaire à travers le corps, l'observation de la mise en œuvre du genre dans les programmes sur le développement, la sécurité alimentaire, l'économie... Le présent bulletin boucle la série initiée par la présentation du réseau et en annonce beaucoup d'autres. Si vous ne les avez pas encore lus, il n'est jamais trop tard pour le faire...

genreaction.net/spip.php?rubrique7

2003 - N°1 • Introduction au réseau

2004 - N°2 • Genre et pauvreté

2004 - N°3 • Genre et recherche

2005 - N°4 • Corps sexué, corps genré

2006 - N°5 • Corps sexué, corps genré - expériences de lutte contre l'excision au Mali

2007 - N°6 • Observons le genre !

2008 - N°7 • Genre et sécurité alimentaire - les inégalités face à la faim

2009 - N°8 • Genre et économie

2009 - N°9 • Réseau : le genre, est-il en action ?

Feedback

Grande Bretagne)

Paola Brambilla

Le réseau Genre en Action contribue aux objectifs de multilinguisme et de diversité de Bridge. Nous pensons, par exemple, qu'il est essentiel de contrer plutôt que de contribuer à la domination de la langue anglaise dans le domaine genre et développement, sur Internet comme au sein de nombreux forums internationaux. Et nous nous y attachons de deux façons. Nous assurons la traduction de nos publications dans d'autres langues que l'Anglais et nous les diffusons largement auprès de lecteur-trices non-anglophones, dont les Francophones. Par ailleurs, nous participons à des débats sur le genre dans d'autres langues pour qu'ils informent les discussions en Anglais.

Un pont francophone incontournable

Claudy Vouhé, la première coordinatrice du réseau, membre de notre Comité consultatif international, nous guide et nous conseille sur les différents aspects de notre programme, stra-

J'ai renforcé mes capacités en genre, féminismes, mouvements sociaux, bonne gouvernance...

RDC) Jacqueline

Passer du plus au mieux


Vent du NORD (France) Claudy Vouhé


Claudy Vouhé,
Co-fondatrice et première
coordinatrice du réseau
Genre en Action



Des femmes luttent collectivement depuis des décennies pour leurs droits. En la matière, Genre en Action est innovant, mais n'a rien inventé. Il a éventé. Lubrifié. Articulé. Des pièces maîtresses dans différents pays peuvent réunir leurs efforts, les confronter, bref, travailler ensemble. En pariant sur les technologies de l'information, les idées et expériences circulent, nos compétences se renforcent, des synergies se créent. Concrètement, des organisations

sortent un peu plus tous les jours de leur isolement. Et, avec ce foisonnement d'acteur-trices et d'actions, l'enjeu est de ne pas se laisser aller à la désormais routine du « genrer plus pour développer plus ». Lire toujours plus entre les lignes. Créer notre propre vocabulaire. Autant de défis qui nous narguent. Avec la crise actuelle, les Etats et les puissances économiques voient les femmes comme un socle, des opératrices incontournables à « rentabiliser » dans une mondialisation très financiarisée. Sauf que... ces mêmes femmes épongent depuis longtemps les débordements des crises, alimentaires, politiques, environnementales, conflictuelles, sans connaître de contrepartie. Elles n'ont toujours pas obtenu la reconnaissance et le pouvoir politique, économique, social, culturel, qui leur permettraient d'agir en amont dans la

prévention des dégâts plutôt que de sauver les miettes in extremis. Si nous voulons changer, passons du « plus » au « mieux » ! « Genrer mieux pour développer mieux ». Continuons, au sein du réseau et plus largement, à dénoncer les inégalités et violations des droits des femmes, du foyer au Parlement, de la réunion communale à la rencontre de l'OMC. Persistons à rejeter les discriminations déguisées en « traditions », à épinglez les opérations de récupération complaisante du genre et à mobiliser plus de moyens pour les mouvements de femmes et féministes. Gageons alors que le genre « économique » ne sonnera pas, à terme, le couvre-feu du féminisme politique. 

Les objectifs du réseau restent d'actualité dans le monde francophone moins familier du concept "gender". 

Contre la domination anglophone

Bridge et Genre en Action connaissent depuis toujours de bonnes relations de travail. La collaboration entre les deux organisations est multiple et vise à mettre en exergue les voix francophones sur le genre et le développement.

Paola Brambilla,
responsable de communication
à Bridge, Royaume-Uni
<http://www.bridge.ids.ac.uk/>

tégique et de fond. Une telle contribution nous est précieuse car elle ajoute une perspective et une approche non-anglophones. Dans la même perspective, Bridge et Genre en Action ont récemment joint leurs efforts afin de construire des listes de diffusion francophones, ce qui nous permet de directement optimiser notre portée. Par ailleurs, le réseau soutient Bridge dans la révision française de nos publications et d'autres domaines de collaboration sont en discussion.


Indirectement, genreenaction.net nous permet d'identifier des prises de positions et/ou d'autres articles d'auteurs francophones sur des thèmes choisis, que nous incluons ensuite dans les sélections de documents des « Kit Actu » (Cutting Edge Packs en anglais) et du site Web Siyanda, afin d'apporter à nos initiatives une perspective francophone. Nous y trouvons également des expert-es en genre. Par exemple, il n'y a pas très longtemps, une représentante d'un ministère espagnol à la recherche d'un-e expert-e en budget genré

en Haïti nous a contactés et je lui ai immédiatement conseillé de consulter la base de données d'expert-es du site Web du réseau.

Un catalyseur d'initiatives

Selon moi, le rôle de Genre en action est de rassembler des expériences, événements, idées sur diverses questions liées au genre en pays francophones et de diffuser ces matériaux spécifiques, disponibles en Français, auprès d'un public francophone, à travers leur site Web et lors de rencontres internationales. En fait, je vois le réseau comme un catalyseur, un facilitateur et un stimulateur d'initiatives, nouvelles ou existantes, au niveau francophone.

Je pense qu'il est bien placé pour faciliter des initiatives d'apprentissage et d'échanges Nord-Sud et/ou Sud-Sud. On pourrait, par exemple, envisager des visites d'échanges, des ateliers régionaux et/ou des ateliers de redac-

tion sur des questions d'intérêt commun. J'estime pour finir que nous aurions tout à gagner à ce que Genre en action contribue à mobiliser les acteur-trices francophones et à les aider à amplifier leurs voix, pour qu'elles se fassent entendre lors de campagnes internationales ou d'événements autour de négociations comme celles sur le changement climatique ou l'efficacité de l'aide. 

Le pouvoir de la langue

Les informations mises à disposition par Genre en Action, en Français, dénotent une démarche offensive pour le genre. Au-delà des ressources diffusées, le réseau rassemble la majorité des ONGs francophones qui oeuvrent en la matière et valorise des Francophones lors de leurs participations à des événements mondiaux, notamment le Forum d'Awid (voir rubrique Plein phare), ce qui leur permet de faire entendre leurs voix dans un contexte international à dominance anglophone.

2 700
articles publiés sur le site

Ça change De l'adolescence à l'association


Depuis sa création, Genre en Action est resté un « objet non identifié ». Produit d'une commande du ministère français des Affaires étrangères (MAE) au Centre d'Etudes d'Afrique noire (CEAN) de l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Bordeaux pendant les premières années, puis un « projet » du CEAN financé par des subventions du MAE, le réseau n'a jamais acquis d'identité juridique.

Loin d'une simple crise d'adolescence, Genre en Action a aujourd'hui besoin de se formaliser pour des raisons fort pratiques mais aussi déontologiques. D'une part, l'augmentation du volume de ses activités rend sa gestion par le CEAN de plus en plus compliquée et limite sérieusement ses possibilités de diversifier ses sources de financement.

D'autre part, le besoin de clarifier son mode de gouvernance, et notamment de trouver un moyen concret d'impliquer des membres du Sud, largement majoritaires, dans les instances décisionnelles et la dynamique du réseau, a naturellement émergé. Cette « émancipation » se fait en accord avec le laboratoire de recherche qui conti-

*Elisabeth Hofmann
et Joelle Palmieri*

nuera à héberger la future association, « Réseau Genre en Action ». Le défi est désormais de créer une structure légère et efficace, tout en assurant transparence et inclusion. Cette étape d'une importance plus que symbolique est prévue cette année.

Vous êtes cordialement invité-es à nous accompagner avec les plus vives énergie et détermination ! 



Demain À vos marques... Genre en Action se lance dans de nouvelles aventures toujours plus soutenues et ouvertes à ses membres, en particulier des Suds. Ces actions accompagnent un mouvement de re-naissance.

Elisabeth Hofmann


citoyenneté. La réalisation d'un référentiel pour les formatrices en genre et développement va déboucher sur un document évolutif à partir duquel le réseau communiquera et organisera une rencontre.

La refonte du site Web genreaction.net, usé par le temps et les passages successifs à des versions plus récentes du système de publication en ligne, exige un peu de « ménage ».

L'implication du réseau dans la mise en œuvre du plan d'action en faveur du genre du Secrétariat d'Etat français à la Coopération et de la Francophonie (SECF), et notamment dans le Fonds de Solidarité prioritaire mobilisateur, « Genre et développement économique, soutien aux femmes actrices du développement », se traduit par un appui dans la durée, notamment autour de la capitalisation des expé-

riences. Le passage à la forme associative avec une implication active de représentant-es des Suds va sans aucun doute ouvrir la voie à de nouvelles sollicitations et opportunités, toujours en partenariat avec des membres. N'étant pas un prestataire de service et ne souhaitant pas se positionner en concurrence avec ses membres, Genre en Action continue à être force de proposition, à initier des activités avec les membres qui en font la proposition et à répondre à des besoins et attentes partagés, comme il l'a fait lors du Forum d'Awid, où il s'est agi de renforcer et coordonner la plus que nécessaire participation francophone.

Dans l'hypothèse où la prochaine demande de co-financement est acceptée, la coordination du réseau passe du quart-temps du début à un mi-temps, appuyé par un trois-quart temps, sans compter les innombrables heures bénévoles qui alimentent ses activités.

Aussi, la tendance est à l'optimisme. Nos forces restent décidément trop limitées par rapport à nos ambitions, guidées par les objectifs initiaux, mais nous misons sur l'évolution de nos modes d'action, et sur encore plus d'ouverture à vos propositions de partenariat et de collaboration. 



Plusieurs grands chantiers de Genre en Action font l'actualité du réseau. Le colloque dans l'Océan Indien, prévu en novembre 2009 et co-organisé avec des partenaires malgaches et réunionnais, propose de travailler sur la thématique « genre et gouvernance », à partir de trois axes, décentralisation, participation politique et éducation à l'égalité et à la

Les mouvements de femmes doivent isoler les verrous politiques afin de viser le changement.

Cameroun) Justine